

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 AVRIL 1921.

Proposition de loi supprimant le Département du Ravitaillement.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Le Ministère du Ravitaillement fut créé par arrêté royal à la rentrée du Gouvernement au pays après l'armistice. A ce moment comme dans tous les pays alliés, un tel ministère était indispensable. Aussi a-t-il pendant un certain temps rendu de grands services. Toutefois, depuis quelque temps, ce n'est plus du ravitaillement que fait M. le Ministre Wauters. C'est du commerce pur et simple, du commerce d'importation et d'exportation, doublé d'une concurrence illégale et odieuse. La revente en France et en Hollande des stocks de certains produits, notamment de beurre et de grains, nous autorise en effet à dire que l'on fait au Ministère du Ravitaillement du commerce avec l'argent des contribuables, voire du commerce ruineux, car certains produits — dont le beurre — achetés à des prix élevés et en quantité bien plus grande que ne le comportent les besoins de la population, doivent être aujourd'hui revendus à perte. Ce que nous affirmons est basé sur les déclarations mêmes du Ministre, de ses réponses aux questions que nous lui avons posées à la Chambre. Il y a perte sur tous les produits achetés par le Ministère du Ravitaillement, sur le beurre, sur la viande, sur le pain, sur le sucre. Cette perte est avouée au Budget extraordinaire général pour 1921.

Le Budget extraordinaire général pour les douze Départements se monte en dépenses à 3,127,695,765 francs.

Or, les deux tiers ni plus ni moins de ce total formidable sont absorbés par le Ministère de M. Wauters, soit 2,014,564,000 francs, et cette somme est presque exclusivement consacrée aux opérations du ravitaillement, soit 1,976,074,000 francs, près de 2 milliards, pour 1921.

Parcourons les documents officiels : Budget extraordinaire, au titre II, tableau XVII, dépenses extraordinaires et, d'autre part, au titre III, tableau XIX, Voies et Moyens.

Au titre II du budget extraordinaire on trouve : dépenses extraordinaires pour le ravitaillement fr. 1,976,074,000

Et au titre II du budget des Voies et Moyens : produit de la vente d'articles de ravitaillement 1,663,524,000

D'où déficit des Services de ravitaillement 310,550,000

Voilà une perte sèche avouée, mais combien n'y a-t-il d'autres pertes que nous ignorons et que seule une enquête parlementaire pourrait nous révéler ! Les achats du Ministère du Ravitaillement se repartissent comme suit pour 1920 :

Achats de blés exotiques	fr. 1,491,330,000
Achats de blés indigènes	72,000,000
Achats de céréales pour la brasserie	25,000,000
Achats de beurre et de lait	80,000,000
Achats de viandes congelées	231,500,000
Confection du costume et de la chaussure nationaux	29,800,000

D'autre part nous ne savons et ne saurons peut-être jamais ce que ces marchandises vendues ont rapporté au Ministère du Ravitaillement. M. Wauters dit que le produit des ventes atteindra tout au plus le montant des dépenses, mais quelle sera la recette nette ? Notons que les capitaux engagés sont l'argent de tous les contribuables, et qu'ils servent à la lutte directe contre la liberté commerciale, base de la prospérité du pays et garantie de son relèvement.

Si le Ministère du Ravitaillement prend aux contribuables 25 à 30 millions mensuellement, par sa politique du pain, que ne leur prend-t-il pas par sa politique du beurre, de la viande congelée, etc.

Què ne prend-il pas aux contribuables pour l'organisation de ses vastes magasins, bazars étatistes ?

Voyons les frais généraux :

Personnel temporaire, traitements et indemnités autres que ceux des services commerciaux et frigorifiques	fr. 1,850,000
---	---------------

Matériel, loyer, mobilier	270,000
-------------------------------------	---------

Frais de route, de séjour, jetons de présence	600,000
---	---------

Soit. fr.	<u>2,720,000</u>
-------------------	------------------

auxquels il faut ajouter les frais généraux de quatre services distincts de ravitaillement :

a) *Service des vivres indigènes :*

Frais de la Commission d'achat des blés fr.	1,000,000
---	-----------

b) *Services commerciaux :*

Personnel temporaire fr.	1,120,000
------------------------------------	-----------

Frais généraux, loyers, manutention, etc.	4,804,000
---	-----------

c) *Service frigorifique :*

Personnel temporaire fr.	3,000,000
------------------------------------	-----------

Frais généraux, loyers, essences, etc.	5,500,000
--	-----------

d) <i>Service des achats</i>	251,500,000
--	-------------

Le total des frais généraux du ravitaillement est ainsi porté à 18,144,000 francs, non compris les frais d'administration du Ministère lui-même (Budget ordinaire). On note, à côté de cela, une dépense de premier établissement : Entrepôts en province : 10,000,000 de francs.

Que dire de l'innombrable personnel, chef adjoint de Cabinet, chefs de division, chefs de bureau expert, sous-chef de bureau, 30 rédacteurs, 46 commis, 28 sténo-dactylos, huissiers, messagers, nettoyeuses, inspecteur principal, 10 inspecteurs, 65 inspecteurs adjoints, sans parler des services commerciaux, qui comportent 117 employés, plus 17 employés à la semaine, et les 21 employés de l'atelier du tricot, frais généraux pour 1921, matériel, mobilier, camionnages, assurances, publicité, etc., 3,614,000 francs, et les loyers (bureaux, magasins, frigorifères, etc., 1,190,000 francs). Noter en passant qu'à ce budget extraordinaire de 1921 figure pour achat d'articles de ravitaillement :

Achat (beurre 5,000,000 de kilos à 15 francs). fr.	75,000,000
--	------------

Id. (lait condensé et évaporé)	5,000,000
--	-----------

Or, le beurre du ravitaillement, acheté à 15 francs, se vend aujourd'hui à 10 francs le kilogramme. Donc avec une perte de 5 francs par kilogramme.

Je regrette de ne pouvoir joindre à mes développements les pages si intéressantes, 14 à 27, du Budget des dépenses extraordinaires et qui donnent des renseignements sur le service frigorifique, notamment les traitements, indemnités de résidence, familiale et de vie chère du personnel temporaire attaché au service frigorifique et qui se montent pour le personnel fonctionnaire à fr. 1,300,807.50 et pour le personnel ouvrier à fr. 1,700,192.50, soit 3,000,000 de francs au total.

Autres renseignements tirés du Budget Extraordinaire : frais divers d'exploitation : 5,500,000 francs, dont le détail est des plus intéressants, notamment

frais de transport : 2,000,000 de francs ; essence, huile et graisse, fers et métaux, divers : 2,000,000 de francs !

Quelques mots de la confection du costume national et de la chaussure nationale :

Confection de costumes : environ 100,000 costumes.

Laines.	fr.	4,000,000
Doublures et accessoires		2,500,000
Fabrication des tissus		1,700,000
Confection des costumes		3,500,000
Imprévus		600,000
TOTAL . . . fr.		<u>12,300,000</u>

Combien de costumes a-t-on déjà vendus ?

Confection de la chaussure nationale : 15,000,000.

Douze mille cinq cents cuirs à 40 francs le kilogramme et 500,000 kilogrammes de cuir vert à 3 francs le kilo- gramme	fr.	1,500,000
Donnant comme rendement 300,000 kilogrammes de cuir fabriqué à raison de 10 francs.		3,000,000
Fabrication de 400,000 chaussures à 30 francs.		12,000,000

Combien de chaussures a-t-on vendues ?

Il a été dit que la chaussure nationale n'a jamais été confectionnée.

Nous espérons que l'honorable Ministre des Finances, qui a déclaré solennellement, lors de son arrivée au banc ministériel, qu'il ne voulait que des dépenses absolument nécessaires et inévitables, sera d'accord avec nous pour faire cesser cette situation et supprimer au plus tôt une institution qui n'existe plus, ni en Angleterre, ni en France ni en Hollande. Le commerce du blé est libre dans presque tous les pays ; pourquoi maintenir chez nous un organisme, qui a pu rendre des services naguère, mais qui aujourd'hui est une nuisance et une ruine pour le pays, *vu que chaque jour on y perd des millions*. Pourquoi ? Nous ne le savons pas. Aussi, la suppression du Ministère du Ravitaillement et le rétablissement de la liberté commerciale sont-elles réclamées par tous les gens soucieux des intérêts du pays et de la bonne administration des finances de l'État. Dans des réunions très nombreuses, l'association des petits meuniers, les groupements des commerçants de céréales, de farines, boulangers, pâtisseries, les chambres de commerce, etc., ont organisé des manifestations de protestation pour la liberté du commerce, l'abolition du fonctionnarisme et de l'État commerçant.

Nous ne croyons pouvoir mieux faire qu'en reproduisant la lettre de la Chambre de commerce d'Anvers pour le retour au régime de la liberté du commerce, lettre adressée à M. Carton de Wiart.

La Chambre de commerce d'Anvers vient d'adresser au Premier Ministre, M. Carton de Wiart, une lettre longuement motivée où elle réclame le rétablissement d'un régime économique normal correspondant à la situation d'avant-guerre et s'inspirant des principes de liberté.

Après avoir invoqué les paroles de M. Briand dans sa déclaration de janvier, et l'exemple des grands pays voisins, la lettre poursuit :

« En Belgique, tout semble devoir suivre les délais les plus longs et jusqu'ici indéfinis. Aussi, ce qui est inévitable, la population se figure de plus en plus que les organismes temporaires créés en conséquence de la guerre veulent éterniser leurs interventions et donner un caractère définitif à un régime qui jure avec le caractère et les traditions de notre pays.

» De là à voir s'accréditer ou s'affermir le soupçon que des calculs personnels inspirent leur obstination à ne plus vouloir disparaître, il y a moins qu'un pas. Et tout esprit clairvoyant distingue trop bien le discrédit qu'à tort ou à raison de semblables conjectures doivent jeter sur nos institutions publiques.

» Ajoutant à cette considération celle que l'état de nos finances nous oblige à mettre fin à toutes dépenses inutiles, la Chambre de commerce estime que le Gouvernement a le devoir d'en finir avec tous les rouages créés au lendemain de la guerre. La première mesure à prendre est la suppression pure et simple du Ministère du Ravitaillement.

» C'est au premier chef l'instrument créé par une fonction peut-être nécessaire il y a deux ans, mais qui devient inutile et abusive. Si le Gouvernement estime qu'il ne sied pas de le supprimer d'emblée, qu'il se considère tout au moins tenu, comme en d'autres pays, de fixer une échéance prochaine où il cessera son action. »

A la suite de cette lettre nous avons appris par les journaux que le Conseil de Cabinet a pris connaissance de la lettre de la Chambre de commerce d'Anvers adressée au Premier Ministre et a examiné les conditions dans lesquelles le Gouvernement se propose de réduire graduellement les services du ravitaillement et d'assurer le retour à la liberté économique.

Ces déclarations ne suffisent pas. Nous voulons que le Ministère du Ravitaillement soit liquidé et qu'il soit supprimé complètement le 31 décembre 1921.

Nous espérons que la Chambre tout entière, en votant notre proposition, exprimera sa volonté de voir disparaître le Ministère du Ravitaillement. C'est le vœu du pays, c'est le salut de nos finances, c'est le retour à la liberté du commerce.

J. MAENHAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 APRIL 1921.

Wetsvoorstel tot afschaffing van het Departement van Bevoorrading.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het Departement van Bevoorrading werd, bij den terugkeer van de Regeering, bij Koninklijk besluit ingericht. Op dit oogenblik was hier, zooals elders, zulk een ministerie onontbeerlijk. Ook heeft het, een zekeren tijd lang, groote diensten bewezen. Doch sinds eenigen tijd doet de heer Minister Wauters geene bevoorrading meer, maar drijft hij onbewimpelden koophandel, invoerhandel en uitvoerhandel, daarbij gevoegd een onwettige en onuitslaanbare concurrentie. De afzet in Frankrijk en in Holland van zekere stocks, zooals boter en granen, laat ons, inderdaad, toe te zeggen : dat in het Departement van Bevoorrading handel wordt gedreven met het geld van de belastingbetalers. Men kan zeggen een schadelijken handel, daar sommige producten, namelijk de boter, die aan hooge prijzen werd aangekocht en in grooter hoeveelheid dan noodig is voor de behoefte der bevolking, thans met verlies moeten afgezet worden. Hetgeen wij beweren blijkt uit de eigen verklaringen van den Minister, uit zijne antwoorden op de vragen door ons in de Kamer gesteld. Er is verlies op al de waren door het Departement van Bevoorrading aangekocht : op de boter, op het vleesch, op het brood, op de suiker. In de Buitengewone Algemeene Begrooting voor 1921 wordt dit verlies erkend.

De Buitengewone Algemeene Begrooting voor de twaalf Departementen bedraagt in uitgaven de som van 3,127,695,765 frank.

Welnu, de twee derden van dit verschrikkelijk totaal, noch min noch meer, worden opgeslorpt door het Ministerie van den heer Wauters, te weten : 2,014,564,000 frank, en deze som wordt bijna uitsluitend besteed aan de bevoorrading, namelijk : 1,976,074,000 frank, of ongeveer 2 milliard voor 1921.

Overschouwen wij de officieele stukken : Buitengewone Begrooting, titel II, tabel XVII, buitengewone uitgaven, en, anderzijds, titel III, tabel XIX, 's Lands Middelen.

In titel II van de Buitengewone Begrooting vindt men : buitengewone uitgaven voor de bevoorrading fr. 1,976,074,000

In titel II van de Begrooting voor 's Lands Middelen :
verkoop van artikelen van bevoorrading 1,663,524,000

Van daar tekort voor de bevoorrading fr. 310,550,000

Ziedaar een zuiver verlies dat erkend wordt, doch hoeveel andere verliezen bestaan er niet welke ons onbekend zijn en die alleen een parlementair onderzoek zouden kunnen aan den dag brengen ! De aankopen gedaan door het Ministerie van Bevoorrading bedragen voor 1920 :

Aankoop van uitheemsch graan fr. 1,491,550,000

Aankoop van inlandsch graan. 72,000,000

Aankoop van graan voor de brouwerij 25,000,000

Aankoop van boter en melk 80,000,000

Aankoop van bevrozen vleesch 251,500,000

Vervaardiging van het nationaal kostuum en van het nationaal schoeisel. 29,800,000

Wij weten niet en zullen wellicht nooit weten hoeveel de verkoop van deze waren aan het Ministerie van Bevoorrading heeft opgebracht. De heer Wauters beweert dat zijne ontvangsten de uitgaven ternauwernood zullen dekken ; doch welke zal de zuivere ontvangst zijn ? Laten wij opmerken, dat de aangewende kapitalen het geld zijn van al de schatplichtigen en dat zij dienen om rechtstreeks de handelsvrijheid te bestrijden, welke de grondslag van 's lands voorspoed en de waarborg van dezes opbeuring zijn.

De broodpolitiek van het Ministerie van Bevoorrading kost maandelijks 25 tot 30 millioen aan de schatplichtigen, doch wat kost hun de boterpolitiek niet, de handel in bevrozen vleesch, enz.

Wat kost aan de schatplichtigen de inrichting van zijne groote magazijnen die oprechte staatsbazars uitmaken ?

Laten wij de algemeene kosten nagaan :

Tijdelijk aangesteld personeel, wedden en vergoedingen buiten die van de handels- en koeldiensten fr. 1,850,000

Materieel, huur, huisraad 270,000

Reis-, verblijfkosten, zitpenningen 600,000

Te zamen . . . fr. 2,720,000

Daaraan dienen te worden toegevoegd de algemeene kosten van vier onderscheidene diensten van bevoorrading :

a) *Dienst der inlandsche eetwaren :*

Kosten van de Commissie van aankoop der granen . . . fr.	1,000,000
--	-----------

b) *Handelsdiensten :*

Tijdelijk aangesteld personeel. fr.	1,120,000
Algemeene kosten, huur, behandeling der waren	4,804,000

c) *Dienst der koelinrichtingen :*

Tijdelijk aangesteld personeel. fr.	3,000,000
Algemeene kosten, huur, benzine	5,500,000

d) <i>Dienst van den aankoop</i>	251,500,000
--	-------------

Aldus komen de algemeene kosten van de bevoorrading tot 18,144,000 frank, de bestuurskosten van het Ministerie zelf (Gewone Begrooting) niet inbegrepen. Daarenboven komt nog eene uitgave van eerste oprichting : Stapelplaatsen buiten de hoofdstad : 10,000,000 frank.

Wat zullen wij verder zeggen over het ontelbaar personeel : toegevoegd kabinetsoverste, afdelingshoofden, expert- bureeloversten, bureelonderoversten, 30 redacteurs, 46 klerken, 28 steno-dactylografen, deurwaarders, boden, schoonmaaksters, hoofdinspecteur; 10 inspecteurs, 65 toegevoegde inspecteurs; dan spreken wij niet over de handelsdiensten waar werkzaam zijn; 117 bedienden, 17 bedienden per week betaald, en de 21 bedienden van het breiwerkhuis, algemeene kosten voor 1921, materieel, huisraad, vervoer, verzekering, publiciteit, enz., 3,614,000 frank, en de huur van bureelen, magazijnen, koelinrichtingen, enz., 1,190,000 frank. Terloops zij gezegd, dat op deze buitengewone begrooting voor 1921 voorkomt voor aankoop van bevoorradingswaren :

5,000,000 kilos boter tegen 15 frank fr.	75,000,000
Verdichte en verdampte melk	5,000,000

Welnu, de boter van de bevoorrading, welke tegen 15 frank werd aangekocht, wordt heden aan 10 frank per kilo verkocht; dit is met een verlies van 5 frank per kilo.

Tot mijn spijt kan ik dit verslag niet toelichten met de zoo belangwekkende bladzijden 14 tot 27 van de Begrooting der Buitengewone Uitgaven, waarin inlichtingen worden verstrekt over den koeldienst, inzonderheid over de wedden, verblijfsvergoeding, gezinsvergoeding, duurtetoeslag voor het tijdelijk aangesteld personeel bij den koeldienst, welke wedden en vergoedingen voor de ambtenaren de som beloopt van fr. 1,300,807.50 en voor het werkliedenpersoneel, van fr. 1,700,192.50, dat is te zamen 3,000,000 frank.

Ziehier nog andere bijzonderheden getrokken uit de Buitengewone begrooting : allerlei kosten van bedrijf : 5,500,000 frank, waarvan de samenstelling hoogst belangwekkend is, namelijk voor vervoerkosten : 2,000,000 frank ; benzine, olie en vet, ijzer en metalen, allerlei : 2,000,000 frank.

Eenige woorden over het vervaardigen van het nationaal kostuum en het nationale schoeisel :

Vervaardiging van kostuums : Ongeveer 100,000 stuks.

Wollen stoffen	fr.	4,000,000
Voeding en toebehooren		2,500,000
Fabricatie der stoffen		1,700,000
Vervaardigen van de kostuums		3,500,000
Onvoorzien		600,000
T E Z A M E N . . . fr.		<u>12,300,000</u>

Hoeveel kostuums werden reeds verkocht?

Nationaal schoeisel : 15,000,000.

Twaalf duizend vijf honderd stukken leder aan 40 frank het kilogram en 500,000 kilogram ongelooid leder aan 3 frank het kilogram	fr.	1,500,000
Waaruit men gehaald heeft : 300,000 kilogram gefabriceerd leder op voet van 10 frank		3,000,000
Vervaardigen van 400,000 paar schoenen aan 30 frank		12,000,000

Hoeveel schoenen werden verkocht?

Er werd gezegd dat de nationale schoen tot nog toe niet vervaardigd is geworden.

Wij hopen dat de achtbare Minister van Financiën, die plechtig verklaarde, toen hij de eerste maal als minister optrad, dat hij enkel in volstrekt noodzakelijke en onvermijdelijke uitgaven zou toestemmen, het met ons zal eens zijn, om dien toestand te doen ophouden, en ten spoedigste eene instelling af te schaffen die in Engeland, in Frankrijk, in Holland niet meer bestaat. In meest al de landen is de graanhandel vrij. Waarom te onzent een dienst in stand houden, die, eertijds, zijn nut kon hebben, maar die tegenwoordig schadelijk en noodlottig is voor het land, *daar men er elken dag millioenen bij verliest*. Waarom? Wij weten het niet. Al degenen die belang stellen in de welvaart van het land en het gezonde beheer der Staatsgelden, vragen de afschaffing van het Ministerie van Bevoorrading en het herstel van de handelsvrijheid. In zeer talrijk bijgewoonde vergaderingen, hebben de vereeniging der kleine molenaars, de groepeerings der graan- en meelhandelaars, der broodbakkers, pasteibakkers, de handelskamers, enz., protestbetoogingen ingericht ten voordeele van de handelsvrijheid, de afschaffing van het fonctionnarisme en van den Staat-handelaar.

Wij meenen niet beter te kunnen doen dan een afschrift te geven van den brief, door de Handelskamer van Antwerpen aan den heer Carton de Wiart toegezonden, ten voordeele van den terugkeer tot de handelsvrijheid.

De Handelskamer van Antwerpen heeft aan den Eersten Minister, den heer Carton de Wiart, een goed gerechtvaardigd schrijven gezonden, waarbij zij het herstel eischt van een normaal economisch stelsel, overeenstemmende met den toestand van vóór den oorlog en steunende op de beginselen van vrijheid.

Na te hebben herinnerd aan de woorden van den heer Briand, uitgesproken in Januari j. l., en aan het voorbeeld der groote naburige landen, gaat de brief voort :

« In België schijnt alles de langste en, tot nog toe, de eenwigdurende banen te moeten opgaan. Ook beeldt de bevolking zich meer en meer in — en dit is onvermijdelijk — dat de tijdelijke diensten, ten gevolge van den oorlog ingericht, hunne tusschenkomst zoeken te bestendigen en een beslist karakter te geven aan een stelsel dat vloekt met den aard en de overleveringen van ons land.

» Daarna zal het niet lang duren om hen te doen aannemen dat die halsstarigheid om niet te willen verdwijnen wordt ingegeven door persoonlijk winstbejag. Ieder klaarziend man begrijpt wat al mistrouwen dergelijke veronderstellingen op onze openbare inrichtingen moeten doen rusten.

» Daarbij voegt zich nog deze bedenking, dat de staat van onze financiën ons dwingt alle onnoodige uitgaven ter zijde te laten. Ook is de Handelskamer van oordeel dat de Regeering den plicht heeft te breken met al deze naoorlogsche onderdeelen. De eerste maatregel, welke moet genomen worden, is de zuiver en eenvoudige afschaffing van het Ministerie van Bevoorrading.

» Dit is, in de hoogste mate, het werktuig uitgevonden door een dienst welke, over twee jaar, wellicht noodzakelijk was, doch thans zonder nut is en tot misbruik aanleiding geeft. Denkt de Regeering, dat het niet zou passen hem onverwijld af te schaffen, dan zou zij toch goed doen, — zooals dit in andere landen geschiedde, — een termijn te bepalen waarop het eerlang zal ophouden te bestaan. »

Ten gevolge van dezen brief, vernamen wij, door de dagbladen, dat de Kabinetsraad van dit schrijven der Handelskamer van Antwerpen aan den Eersten Minister had kennis genomen en de voorwaarden had nagegaan waarin de Regeering zich voorneemt de bevoorradingdiensten geleidelijk in te krimpen en den terugkeer tot de economische vrijheid te verzekeren.

Deze verklaringen zijn niet voldoende. Wij willen dat het Departement van Bevoorrading vereffend worde en op 31 December 1921 geheel opgeheven zij.

Wij hopen dat gansch de Kamer ons voorstel zal goedkeuren en alzoo haar wil zal uiten tot afschaffing van het Bevoorradingsdepartement. Dat is 's lands verlangen, het is de redding van onze financiën, het is de terugkeer tot de vrijheid van koophandel.

J. MAENHAUT.

ANNEXE AU N° 217.

**Proposition de loi supprimant
le Département du Ravitaillement.**

ARTICLE UNIQUE.

A partir du 31 décembre 1921 le Département du Ravitaillement du Ministère de l'Industrie et du Travail est supprimé.

BIJLAGE VAN N° 217.

**Wetsvoorstel tot afschaffing van het
Departement van Bevoorrading.**

EENIG ARTIKEL.

Het Departement van Bevoorrading van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid wordt afgeschaft vanaf 31 December 1921.

J. MAENHAUT.

R. DE KERCHOVE D'EXAERDE.

EDM. DUYSTERS.

RAENDONCK.

GENDEBIEN.

P. DAVID.
